

Fonds national pour l'emploi et l'entreprise des jeunes Le gouvernement renforce les capacités des jeunes bénéficiaires

Des jeunes ayant bénéficié des crédits du Fonds national pour l'emploi et l'entreprise des jeunes (Fnpeej) se sont regroupés du 20 août au 19 septembre 2008, au centre Songhai à Porto - Novo pour y suivre une formation. Cette première phase qui permettra de renforcer les capacités techniques de ces jeunes entrepreneurs a été officiellement lancée par la ministre de la Micro finance, des petites et moyennes Entreprises, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (Mmfpmej), Sakinatou Orou Sidi.

Justin Gbémènou

Le développement durable et l'émergence d'un pays ne peuvent être une réalité sans la participation des jeunes à la création de la richesse. Fort de ce constat, le forum sur l'emploi des jeunes qui s'est tenu en mars 2007 a fortement recommandé que le gouvernement facilite l'accès des jeunes au crédit adéquat. Ce vœu qui a reçu un écho favorable auprès du chef de l'Etat, le docteur Boni Yayi, est devenu une réalité avec la naissance du Fnpeej. La ministre en charge de l'emploi des jeunes et des femmes, Sakinatou Orou Sidi présente mercredi 20 août dernier à Porto-Novo pour lancer la formation des jeunes au projet Songhai a affirmé que c'est dans ce cadre de l'application du Fnpeej que les jeunes promoteurs de projets vont bénéficier de crédits pour développer leurs propres activités. Il s'agira ainsi à ses jeunes de se prendre en charge et de



La ministre Sakinatou Alfa Orou Sidi

créer des emplois au profit d'autres jeunes de leurs âges. Mais pour y arriver, a ajouté la ministre Orou Sidi, le gouvernement a mis en place, avec l'aide du Pnud, un programme de développement des capacités techniques des jeunes promoteurs bénéficiaires de crédits. Ce programme est exécuté par le Projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes. Selon le ministre

Orou Sidi, cette session de formation technique qui démarre au centre Songhai, est une première phase qui s'adresse à une cinquantaine de jeunes promoteurs venus des 12 départements du Bénin. Après avoir remercié le Pnud pour son appui technique et financier dans le cadre de ce programme, Sakinatou Orou Sidi a demandé aux participants d'être très attentifs aux différentes notions que les formateurs leur enseigneront.

Avant la ministre de la Micro finance, le représentant du représentant résidant du Pnud au Bénin, n'a pas caché sa satisfaction quant à la mise en oeuvre effective de ce programme. Pour lui, c'est la preuve que la coopération entre son institution et le Bénin avance et devient une réalité. Il a souligné que le processus qui est en cours fasse tache d'huile au sein de la couche juvénile nationale.

Après le 1^{er} août à Parakou La modernisation de la ville au ralenti

Le maire de la commune de Parakou, Soulé Alagbé et le directeur des services techniques (dst) de la ville ont effectué une descente sur les différents chantiers entrepris dans le cadre de la fête du 1^{er} Août 2008 dans la cité des Kobourou.

Albérique Hougbo

Après la tenue à Parakou de la fête de l'indépendance du Bénin les travaux de modernisation de cette ville ont repris. Le maire Soulé Alagbé et le directeur des services techniques sont descendus sur les différents chantiers pour constater l'état d'avancement desdits travaux. Les deux autorités accompagnées chacun de ses collaborateurs sont allées l'état d'avancement des travaux selon le cahier de charge élaboré pour rendre accessible Parakou pour la commémoration du 48^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale. Le maire Soulé Alagbé a voulu par cette descente sur le terrain apprécier la qualité des travaux prévus pour être exécutés après le 1^{er} août. Tour à tour, le maire et sa suite ont visité le stade municipal, le domicile du préfet, la place Hubert Maga, les places publiques Coteb et Tabéra ou seront érigées deux monuments de héros historiques. Le constat est le même à ces différentes étapes. Un relâchement total dans l'exécution des travaux, tâches bâclées par endroit, chantier abandonnés, des actes de vandalisme par endroit, sabotage des chantiers par certains riverains indécents sont entre autres amertumes qu'ont recensées les deux autorités. Ces vices ont fait monter le mercure des deux autorités qui n'ont pas hésité à taper



Le maire de Parakou Soulé Alagbé

du point sur la table. Des instructions fermes et énergétiques ont été données par le maire aux responsables indécents afin que des corrections soient vite apportées aux travaux bâclés et à la reprise immédiate des chantiers abandonnés en respect du cahier de charge et des clauses du contrat. Ce qui a été observé sur place n'est pas de nature à honorer les entreprises. Le maire, eu égard à tout ce qui a été constaté a décidé d'instruire les services compétents pour qu'un rapport de synthèse soit fait et transmis au chef de l'Etat. Il a aussi pris l'engagement de faire feu de tous bois pour que les chantiers qui n'ont pas vu le jour avant le 1^{er} Août le soient, notamment la réalisation de la double voie carrefour Coop -

sortie Nord et la construction des 25 villas de type présidentiel dont la remise de site a été déjà effectuée. Par ailleurs, marge de cette visite, le maire et sa suite ont fait une descente dans les locaux deux boutiques témoins installées par l'Onasa dans la commune de Parakou notamment au quartier Wansirou et Banikanni. Là-bas, il s'est agi pour le maire de s'imprégner du fonctionnement de ces boutiques témoins et des difficultés rencontrées par les gérants. Il a été constaté que l'affluence n'est pas grand compte tenu de la sortie de la nouvelle igname et de la baisse du prix du maïs sur le marché. Ce qui signifie que la crise entraîne de connaître un dénouement dans la commune de Parakou.

Cherté de la vie au Bénin L'offensive de la Ldcb

Casimir Kpédjo

Cherté de la vie au Bénin, quelques conseils pratiques de la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (Ldcb) aux Béninois. C'est à cet exercice que se sont adonnés les responsables de la Ldcb. En effet depuis l'avènement de la crise économique généralisée au Bénin, les autorités politiques, personnes physiques et morale tentent d'y apporter une solution. C'est dans ce cadre, disent-ils que les responsables de la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin a entamé depuis les premières heures de la crise une réflexion sur la crise afin de la circonscrire et d'y apporter des solutions idoines pour le bonheur des Béninois ou des peuples qui vivent sur le sol national. Après plusieurs mois d'étude sur les causes et les impacts de la crise, le président de la Ligue Romain A. Houéhou et ses collaborateurs semblent avoir trouvé une issue durable aux populations. Cette issue a été rédigée sous forme de conseils et de recommandations que la ligue a bien voulu présenter au public. Mais avant, c'est les hommes des médias nationaux qui ont eu droit à la primeur des solutions que préconise la ligue tant pour les consommateurs, l'Etat que les opérateurs économiques nationaux ou partenaires. A la faveur d'une conférence de presse hier jeudi 21 août 2008 à la Maison des médias Megnassan de Cotonou, la ligue a présenté aux journalistes le fruit de sa recherche sur la crise alimen-

taire et sectorielle que travers le Bénin depuis le dernier trimestre de 2007.

L'alimentation, transport et énergie prioritaires

"Cherté de la vie au Bénin : Quelques conseils pratiques de la Ldcb aux consommateurs" est un document de 5 pages qui donne conseil, faire des recommandations à l'Etat et aux opérateurs économiques enfin apporte des contributions aux différentes stratégies mis sur pied tant par l'Etat que le secteur privé pour juguler la crise. En son tome 1, le document aborde seulement trois domaines stratégiques de la consommation qui concerne les populations. Il s'agit de l'alimentation, du transport et du sous secteur énergie électrique. En ce qui concerne le premier domaine c'est-à-dire l'alimentation, la Ldcb recommande aux consommateurs les produits made in Benin. Selon le conférencier, Etienne Badou recommande la consommation des produits agroalimentaires en provenance de main d'œuvre béninoise. C'est à ce seul prix que le Bénin voire les pays africains feront mieux face à la crise et à leur destin. Autrefois, rappelle le conférencier, le Bénin surtout l'Afrique en général était réputé pour sa production agricole et la qualité de sa main d'œuvre. Aujourd'hui cette main d'œuvre déserte de plus en plus les terres pour les motos de transport commun à Cotonou ou dans les villes de forte démographie. Encourager la consommation locale c'est d'abord assurer une production agricole abondante. A cet effet, la

ligue demande aux jeunes laborieux des villes de Cotonou Porto-Novo, Parakou et autres de retourner à la terre car pensent les responsables de la ligue, la terre ne ment jamais. Mais cette reconversion de l'activité des jeunes béninois ne serait être faite dans l'ancien contexte, celui de l'agriculture archaïque, cette agriculture qui emploie encore la houe. La ligue recommande ainsi à l'Etat la mise à disposition des outils modernes comme les tracteurs, les semences, les moissonneuses et autres. Cette politique, la ligue souhaite qu'elle soit aussi une priorité pour le secteur privé notamment les opérateurs économiques. Par ailleurs, la ligue a invité ces deux partenaires au développement à penser à une autre politique de conservation de la production. Dans ce registre, une place de choix est faite à la production des boissons traditionnelles comme le jus d'ananas, les boissons alcoolisées comme le tchapalo, le tchoukoutou etc. Dans le domaine du transport, la ligue recommande le transport en commun, urbain ou interurbain aux populations. A l'Etat, Etienne Badou a d'abord félicité la politique d'exportation de voitures neuves avant de recommander un nouvel allègement fiscal dans le transport. La ligue conseille aussi aux populations d'éviter les déplacements inutiles en planifiant désormais leur déplacement. Le conférencier rassure les populations qu'une campagne de vulgarisation de ce document sera organisée à l'intérieur du pays afin que les couches les mieux concernées soient informées et éduquées sur les comportements à adopter.

Activité de cours de vacances à Cotonou

Des escrocs font parler d'eux

Des individus de mauvaise foi qui n'ont pas souci de ce que les cours de vacances représentent pour les écoliers et les élèves prennent cette activité comme des moyens d'escroquerie. Et, ils en viennent à l'exploitation de la volonté d'étudier de ces enfants. C'est ce qui s'est passé à Godomey où des jeunes gens ont pris des frais de cours de vacances chez plusieurs élèves et n'ont plus opéré.

Chris-Amos Aholou

Les faits se passent dans un établissement privé à Godomey. Un groupuscule de jeunes gens a initié une activité de cours de vacances pour les jeunes élèves de cette localité. A cet effet, ils ont lancé couramment moi de juin, des inscriptions ouvertes à renfort de sensibilisation pour susciter la volonté des enfants de s'inscrire massivement. A priori, ceci n'est pas une mauvaise chose quand on sait que cette activité a un double objectif. D'un côté préparer les enfants pour la prochaine rentrée et de l'autre, occuper les jeunes gens chômeurs. Et, ceci se passe dans presque tous les établissements de la place. Il s'agit d'une activité à essence libérale d'autant plus qu'il suffit à des gens de s'organiser pour assumer cette tâche. Malheureusement le

but de cette activité se trouve quelque fois extraverti par des individus malintentionnés dont la motivation se résume à la recherche d'argent. C'est ce que nos jeunes ont illustré à Godomey. Après avoir perçu les frais d'inscription aux travaux des cours de vacances auprès de plusieurs enfants, ils ont démarré timidement les travaux avec en appoint des ratés qui renseignaient déjà sur la mauvaise foi de ces organisateurs de cours de vacances. D'abord, peu de jeunes ont été retenus pour animer les cours et les quelques qui avaient pris l'initiative n'étaient même pas qualifiés à donner des cours. Ensuite il se posait selon un enfant que nous avons écouté, des problèmes de défaut de matériels élémentaires pour faire passer le message soyeusement. Au bout de deux semaines de balbutiement, ils ont abandonné les enfants à leur sort et ont

disparu de la circulation. Dans leur naïveté, les enfants inscrits continuaient à venir aux cours mais ne trouvaient aucun enseignant pour les occuper. Voilà la nouvelle forme d'escroquerie qui est mise en jeu. Aux dernières nouvelles, les organisateurs de ces cours n'habitent même pas dans la localité de Godomey. Ils se sont déplacés uniquement pour commettre leur forfait. Ceci est grave lorsqu'on sait que l'éducation ne doit pas faire objet de ruse. Car, ce n'est pas une activité mercantile. Mais nos escrocs ne résistent généralement à rien. On les retrouve partout et sur tous les fronts. Ceux dont on parle ne cessent d'innover et de mettre leur intelligence au service de la mesquinerie. Il est nécessaire que les autorités locales et même les parents d'élèves redoublent d'effort de vigilance pour éviter de tomber dans les espérances de ces gens là.